

PROBLEMES GOUVERNEMENTAUX

Sous quelque régime politique envisagé, aucune période de l'histoire n'a fait défaut d'être marquée par une ou plusieurs «graves questions» d'ordre religieux ou philosophique, social et militaire ayant passionné l'opinion du moment, et cette constante historique des problèmes de même nature toujours reposés sous des formes nouvelles, suffit à traduire à elle seule le sophisme que fut et demeure l'autorité admise comme instrument de gestion des sociétés humaines.

Car ces grands problèmes ne sont en réalité que les manifestations extérieures les plus marquantes de l'ordre social fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme dont les gouvernements successifs assurent la pérennité. Et par réciprocité ces effets, à tort dits problèmes, sont la matière d'entretien de la croyance des masses en la vertu du pouvoir politique. Par l'arrêt d'une guerre virtuellement terminée en Indochine, Mendès-France a redonné confiance en la machine gouvernementale tout en concentrant les forces militaires ailleurs. Edgar Faure, après lui, s'est consacré à diriger ce nouveau «rétablissement de l'ordre» en Algérie, jusqu'au moment devenu opportun de lâcher la vapeur. Elections, nouvel espoir des masses: question laïque, paix en Algérie, amélioration des salaires et des conditions de vie des vieux à l'ordre du jour. Pour que «ça-change», il s'agit de bien voter...

Les mêmes, unis au M.R.P. du tripartisme, se proposent donc de pourfendre les cléricaux, de donner des droits identiques - politiques bien sûr - aux musulmans et aux Européens d'Algérie, d'assurer enfin le bien-être des catégories sociales déshéritées et ça marche encore...

Seulement, il y a une hiérarchie des «problèmes» et un ordre d'urgence dans leur résolution et Guy Mollet, investi du pouvoir, vole vers l'Algérie - il ne connaît pas encore sans doute la condition des indigènes - cependant que le retour à la laïcité sera laissé à l'initiative parlementaire - les rapports avec les anciens amis sont à ménager - tandis que la durée du congé annuel des travailleurs sera uniformisée à trois semaines et la retraite des vieux augmentée, en attendant mieux.

Hasard ? Le président du Conseil revient d'Alger empanaché d'héroïsme. Il a failli y être mis à mal par des Français aveuglés, entraînés à la rébellion par des fascistes du mouvement Poujade et Catroux a dû se retirer. Mais Guy Mollet, magnanime, a saisi le geste désespéré de ces gens fourvoyés et il leur pardonne en les rassurant. Dans l'égalité des droits franco-musulmans, l'Algérie demeurera française. C'est décidé.

MAIS IL FAUDRA, A TOUT PRIX, Y RETABLIR L'ORDRE, AVANT.

Le président socialiste du Conseil consacrera tous ses efforts au «rétablissement de la paix» en Afrique du Nord et malheur aux trublions qui le gêneraient dans son entreprise!

N'a-t-il pas déjà sa garde civile assurée... Que Poujade ne risque pas de déplacements inconsidérés car Force Ouvrière veille et ses militants se considèrent mobilisés dans la sauvegarde d'une République enfin retrouvée. Pourquoi se cantonneraient-ils dans des revendications ouvrières alors que l'élu doit y pourvoir, si on sait le conserver?

Poujade, providence du gouvernement? Je ne plaisante nullement. A une autre échelle, Hitler fut entretenu par ceux qui devaient se donner pour mission de l'abattre et le machiavélisme des maîtres se retrouve à tous les degrés.

Quoi qu'il en soit, l'épouvantail du poujadisme paralysant l'action ouvrière, voilà la quiétude gouvernementale gagnée et le régime sauvegardé, les profits et les prébendes aussi.

Il y a plus inquiétant pour le monde ouvrier. C'est qu'à travers la condamnation des menées poujadistes, c'est la violence tout court que les bergers veulent proscrire et si l'on n'y garde, il n'y aura bientôt que celle permanente des Etats à s'exercer contre les individus. Il est si facile d'entretenir la confusion dans les esprits!

Il n'y a pourtant aucune commune mesure entre les buts sordides et les agitations grotesques de ceux qui, en dépit des structures d'un ordre social inhumain et croulant, s'acharnent à prévaloir une race, une religion, une classe ou une corporation, et la colère légitime des autres, de ceux qui voulant que la terre soit autre chose qu'un charnier, monteront à l'assaut des exploités et de leurs gardiens.

C'est pourquoi cette colère salvatrice-là, il appartient aux syndicalistes dignes de ce nom de la faire germer et de la cultiver au sein des masses laborieuses si, un jour proche, ils veulent épargner aux ministres d'autres problèmes à résoudre.